



à
Direction Générale Bureau RH-1A

La CGT Finances Publiques de l'Eure prenant acte d'un dialogue social vide de tout contenu au sein du département vous interpelle directement suite au comité technique local concernant les nouvelles suppressions d'emplois. A ce titre, nous considérons inadmissible que les procès verbaux des CTL soient mis à approbation plus d'un an après le déroulement des réunions : Il est prévu au CT de janvier 2014 de mettre à l'ordre du jour des PV de début 2013 alors même que ceux des années 2011 et 2012 n'ont pas fait l'objet d'un vote. C'est pourquoi, nous vous transmettons, à titre d'information, les déclarations liminaires de notre organisation depuis le CT du 5 juillet 2010 dernier CT approuvé lors du CT de mai 2011.

Concernant les suppressions d'emplois, les 14 nouvelles suppressions d'emplois au 1er septembre 2014 viennent s'ajouter à la longue liste des suppressions déjà intervenues, 75 emplois (sur une population actuelle de 700 agents) ont ainsi disparu au sein de notre département depuis la fusion sans jamais que notre direction locale s'interroge sur les conséquences en terme de missions.

La CGT finances publiques ne peut cautionner de telles suppressions et revendique leur arrêt, un débat contradictoire sur le contenu des missions et leur réalisation au sein de notre administration, afin d'en tirer un réel bilan, susceptible à l'inverse d'aujourd'hui, de créer des emplois.

En effet, nous constatons aujourd'hui que nos missions répondent davantage à des impératifs d'ordre statistique plutôt qu'à un objectif de services publics à l'égard des différents acteurs (contribuables-collectivités locales ...).

La fiscalité est plus que jamais au cœur des débats, elle suscite interrogation légitime de nos concitoyens et démontre, à travers les affaires récentes, que le consentement à l'impôt ne peut être réalisé que si l'équité et la justice fiscale sont au rendez-vous, cela passe nécessairement par des moyens humains supplémentaires.

La CGT finances publiques a donc boycotté ce CT et a souhaité s'exprimer par voie de presse, ainsi qu'auprès des élus du département et des agents du département.

La Commission Exécutive de la CGT Finances Publiques de l'Eure.